



Communiqué de Presse

Les élus régionaux Front de Gauche mobilisés pour l'avenir du fret SNCF et des comités de ligne

Le gouvernement mène une politique des transports fret et voyageurs en net recul. Sarkozy doit revoir sa copie et tenir les engagements pris lors du Grenelle de l'environnement. Réduction des moyens alloués aux transports de marchandises, nouveau report de la taxe camion, volonté de mettre en circulation des 44 tonnes, asphyxie financière des collectivités territoriales en charge des transports, on est bien loin des ambitions affichées. Ajouté à cela, le nouveau plan fret SNCF, qui vise à réduire les trafics, abandonner la desserte de plusieurs territoires et se séparer de moyens humains et matériels. Dans ces conditions, l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020 dans le secteur des transports ne pourrait être qu'un vœu pieu.

Le groupe des élus du Front de Gauche de la Région Rhône-Alpes partage l'inquiétude des citoyens, des associations, des organisations, des syndicats et de nombreux élus face à cette situation.

Répondant à l'appel de l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains), et s'associant aux fédérations CGT et UNSA des cheminots, FGTE-CFDT, l'IUT-CGT, la FNAUT, le Réseau Action Climat, France Nature environnement, Agir Pour l'Environnement, WWF, Les Amis de la Terre, le Comité de Liaison Energies Renouvelables, nous réclavons ensemble :

- Le respect des objectifs de réduction de Gaz à Effet de Serre du secteur des transports, inscrits dans la loi Grenelle,
- Un moratoire immédiat sur la partie « wagon isolé » du plan Fret SNCF/Gouvernement,
- La transparence et un débat public objectif, notamment sur les conséquences en terme d'émissions de GES, la mise à disposition et l'approfondissement des études « carbone »,
- La préservation des installations ferroviaires en situation de réutilisation, afin d'être capable de disposer d'alternative à la route en réponse aux changements de comportement demandés aux chargeurs,

Les difficultés financières des collectivités en charge des transports dont le gouvernement est responsable par la suppression de la Taxe Professionnelle et la réduction des dotations, ne peuvent que freiner le développement des transports collectifs alors que tout appelle à les renforcer.

Rhône-Alpes, qui bénéficie d'un réseau ferroviaire dense, a vu son trafic fret international (entre France et Italie) passer d'un flux de 10 millions de tonnes en 1997, à 3 millions de tonnes à la fin 2009. Une partie de ce trafic a donc été transférée au routier. Nous aurons donc une bataille à mener, notamment dans le cadre du projet Lyon-Turin, pour le développement du fret et de plateformes dont la localisation doit permettre une réduction drastique du recours à la route. Au-delà des mesures incitatives que doivent prendre nos Régions, l'Etat devrait, dans ses choix budgétaires, favoriser le report modal. Or le gouvernement prend le chemin inverse. **Le groupe des élus Front de Gauche Rhône-Alpes appelle à un véritable débat public associant les citoyens usagers des transports.**

Des citoyens qui pourraient voir leur expression se restreindre au sein des comités de ligne selon un projet régional visant à les regrouper, par mesures d'économie, et auxquels la SNCF pourrait ne plus participer.

Pourtant à l'heure où le transport express régional connaît un essor sans précédent, il est impératif que les représentants de ceux qui contribuent à faire le succès du TER (usagers, cheminots, élus) se retrouvent tous ensemble dans des comités de ligne de proximité, aux pouvoirs étendus, pour en assurer encore plus le succès.

Les élus Front de gauche sont signataires de la pétition « le plan fret SNCF doit être revu d'urgence » de l'ANECR et organiseront le jeudi 27 mai à 14h une conférence de presse à ce sujet, lors de l'Assemblée plénière régionale.